

Forum Crans Montana : Appel à la généralisation de la couverture sanitaire de base en Afrique

Publication : 20 mars 2017



La santé publique et la problématique migratoire étaient au centre des réflexions de la troisième édition du Forum Crans Montana qui se tient à Dakhla du 16 au 21 mars.

D'année en année, le Forum Crans Montana à Dakhla s'impose comme rendez-vous intellectuel majeur sur la scène internationale. Un joli coup diplomatique, diront certains, eu égard à la qualité des invités et des participants. Initié par le lobbyiste suisse, Jean Paul Carteron, et bénéficiant du parrainage du roi Mohammed VI, l'évènement donne l'occasion à la ville de Dakhla et à ses habitants de mettre en valeur les atouts d'une région appelée à jouer le rôle d'un hub reliant le Maroc à l'Afrique subsaharienne.

Crans Montana Forum, c'est aussi l'occasion de partager l'expérience marocaine dans plusieurs domaines. En donnant une place de choix à l'Afrique et à la coopération Sud-Sud, la troisième édition de ce forum revêt une importance particulière. C'est que le modèle marocain séduit et inspire le reste de l'Afrique. Des débats de haut niveau et très animés ont ainsi meublé les panels et les sessions de la première partie du forum tenue du 16 au 18 mars à Dakhla. La deuxième, elle, se poursuit jusqu'au 21 mars, cette fois-ci à bord du navire du transporteur italien GNV, du nom de Rhaspody, qui a repris la mer dimanche en début d'après-midi à destination de Casablanca. Acteurs associatifs, hommes et femmes politiques, représentants des organismes internationaux, les promoteurs du Forum ont recensé près d'un millier de participants venus des quatre coins du monde. Certains, à l'image des représentants des Îles Salomon, ont dû compter 35 heures de vol avant d'atterrir à Dakhla. Les têtes d'affiche qui ont pris tour à tour la parole lors de ce Forum ont tenu à saluer l'esprit de solidarité dont fait preuve le Maroc en mettant son savoir-faire agricole, énergétique, voire jusqu'au secteur de la santé publique. Des témoignages édifiants ont été entendus lors de la rencontre de Dakhla.

Flux migratoires

L'une des réflexions très attendues au programme du forum cette année concerne la question migratoire. «C'est ici même à Dakhla où j'ai reçu le dernier appel téléphonique de mon fils disparu en mer Méditerranée», s'est rappelée Yaya Bayam Diouf, à l'entame du panel tenu dans la matinée de samedi. Une femme visiblement brisée de chagrin, mais fort convaincue que la lutte contre

l'immigration clandestine est possible. Depuis le décès de son enfant unique, elle a eu l'idée de créer le «Collectif des femmes pour la lutte contre l'immigration clandestine», une association qu'elle dirige elle-même et qui compte, en son sein, plus de 350 femmes ayant toutes perdu un ou deux enfants, parfois trois.

Diouf est aujourd'hui convaincue que ce qui fait fuir les jeunes de leur pays, c'est surtout le manque de perspectives. Pour les encourager à rester et à éviter de prendre le chemin du désert, les femmes du collectif ont retroussé leurs manches pour se consacrer à leur nouvelle vocation : Sensibiliser les jeunes à l'existence des solutions alternatives, en les incitant à exercer des activités génératrices de revenus (transformation de produits halieutiques, semoule de couscous, jus de gingembre et de mangue, etc.). «L'une de mes plus grandes satisfactions, c'est d'avoir réussi à convertir le plus grand trafiquant de migrants au Sénégal, devenu, depuis, un exploitant de fruits de mer», reconnaît, non sans fierté, Yayi Bayam Diouf. Pour cette dame très au fait des dimensions de la problématique migratoire, les milliards déployés par l'Union européenne pour surveiller les côtes (Frontex) auraient pu résoudre le phénomène s'ils étaient affectés à l'éducation et à la formation des jeunes dans les pays d'origine. Il y a lieu aussi, a-t-elle ajouté, de revoir les accords de pêche de sorte à prendre en charge les populations et surtout préserver les ressources halieutiques. Aux yeux du ministre des Affaires étrangères de Bosnie Herzégovine, Igor Crnadak, les politiques adoptées par les États européens en matière d'immigration demeurent insuffisantes et ne sont pas durables. Les politiques, selon lui, doivent avoir «un visage humain», car les réfugiés choisissent l'Europe non seulement pour rechercher des opportunités économiques, mais aussi pour retrouver des valeurs, en particulier le respect des droits de l'Homme. Puis, il faut en finir avec les guerres et les conflits qui exacerbent les mouvements migratoires.

Le gouverneur de la province de Diala en Iraq (à proximité de Bagdad), Mahmoud Jibril, a saisi l'occasion pour présenter la démarche adoptée pour endiguer le phénomène déclenché au lendemain de la chute du régime de Saddam Hussein. «Nous avons lutté contre Daech et instauré un climat de paix et de réconciliation entre les différentes ethnies. Aussi, nous avons lancé un ambitieux plan d'investissement avec l'appui des programmes onusiens du PNUD dédiés aux jeunes. Tout cela s'est traduit par une baisse significative du taux de migration dans notre province», explique Mahmoud Jibril.

Pour sa part, Jean-Marie Bockel, sénateur du Haut-Rhin (France), a mis le doigt sur le risque populiste et xénophobe qui interpelle l'Europe, à la veille des élections présidentielles en France, au même moment où la générosité d'Angela Merkel, vis-à-vis des réfugiés, se trouve être vivement critiquée. Le sénateur critique, au passage, certaines règles mondiales «injustes», en lien avec le changement climatique et les matières premières, appelant à cesser toute vision misérabiliste à l'égard de l'Afrique. Il déplore également l'absence d'un organisme onusien ou de conventions internationale s'intéressant aux droits des migrants. Dans le même ordre d'idées, l'ancien vice-premier ministre polonais, Grzegorz Kolodko, soulève un problème global d'une mondialisation non inclusive. La solution, dit-il, doit être à la fois politique, sociale et économique. «Je n'ai jamais vu autant de haine et de racisme en Europe», renchérit Peter Haussmann, membre du Comité européen des régions, pour qui l'Europe doit parler une seule langue quand il s'agit de traiter la question de l'immigration.

Santé pour tous

La santé publique a été au centre des débats du Forum Crans Montana. Le débat, animé vendredi après-midi par les ministres de la Santé d'un certain nombre de pays africains et d'États insulaires, a permis de mesurer à juste titre la gravité de la situation en Afrique (prolifération des pathologies liées au changement climatique, mortalité infantile et maternelle, paludisme, tuberculose, VIH, etc.). «La situation ne peut s'améliorer en l'absence d'une couverture sanitaire universelle. Arrêtons de construire des CHU et pensons d'abord à un système de base», estime Philippe Douste-Blazy, SG adjoint de l'ONU.

Ce dernier appelle à la création d'une «dynamique de marché» afin de baisser les prix des médicaments et les rendre accessibles aux pays pauvres. «Nous l'avons fait pour le sida et la tuberculose. Il va falloir enchaîner avec le cancer et l'hépatite». Les États et les gouvernements sont ainsi invités à se mobiliser pour ne pas laisser la santé des citoyens otage d'une logique de marché

défendue par les laboratoires pharmaceutiques. L'ancien ministre de la Santé en France, sous la présidence de Jacques Chirac, plaide pour passer d'une médecine curative et individuelle vers une médecine préventive et communautaire. Évoquant la faiblesse des ressources en professionnels de la santé en Afrique, Douste-Blazy fait l'annonce d'un projet en cours de réflexion, d'un système de péréquation obligeant les pays occidentaux à rémunérer les États ayant formé les ressources «débauchées».